

## Déclaration des Elus PCF/ Front de Gauche Tarbes.

### **Abattoir de Tarbes : De qui se moque Gérard Trémège ?**

L'abattoir de Tarbes serait en danger ! Son principal actionnaire, le groupe Arcadie, pourrait décider de se restructurer ailleurs, avec à la clé, la menace de la suppression de 50 emplois sur le site, sans parler des retombées pour les filières directement liées à son activité.

Au total les dommages collatéraux pourraient être dramatiques pour notre département : Plusieurs centaines d'emplois supprimés, des coopératives comme la SICA ou la filière du porc noir mises à mal...

Et comment réagit Gérard Trémège? En appelant à faire front pour sauver l'abattoir.

### **Ni amnésiques, ni idiots !**

Si les élus tarbais que nous sommes, ne lésineront sur aucuns efforts pour participer à la sauvegarde de l'abattoir, nous refusons d'être amnésiques, encore moins idiots !

Nous tenons à rappeler que quand en mars 2012, Gérard Trémège a décidé de céder l'abattoir de Tarbes à Arcadie, nous l'avons alerté sur ce groupe qui n'est réputé pour ni son respect des garanties sanitaires, ni pour son éthique sociale. Ne s'était-il pas délesté de l'abattoir d' Auch au mépris des personnels et de la production locale, dès lors que la perspective de s'implanter à Tarbes lui est apparue plus lucrative ?

Ce précédent aurait dû alerter la majorité municipale, qui a préféré passer en force au mépris d'une vraie concertation entre les acteurs de l'abattoir, ; professionnels de la filière, élus locaux, consommateurs, et se délester d'un bien public pour renflouer les caisses de la municipalité.

*« Oui, c'est une privatisation, Ce n'est pas la fin de l'abattoir mais l'inverse puisque l'opérateur privé, dont c'est le métier, sera capable d'augmenter l'activité du site et d'investir dans sa modernisation »* a tranché Gérard Trémège à l'époque. On voit, où on en est moins d'un an après...

Arcadie prend prétexte de la crise pour laisser planer le doute quant à un futur départ... Quelles contre parties le groupe entend -il encore exiger pour préserver le site de Tarbes ? Des garanties supplémentaires de la part de la profession, de la ville de Tarbes qui a déjà pris en charge la remise à norme de l'abattoir et le rattachement des ex employés de la municipalité à leur CE et que le repreneur se refusait à payer ?

**Sauver l'abattoir, c'est dès maintenant,  
se poser la question d'une alternative à Arcadie.**

Cela pour des raisons économiques et sociales. Pour des raisons de juste prise en compte des produits issus de l'agriculture et de l'élevage local ; l'intégration de la spécificité et la qualité haut-pyrénéenne C'est pourquoi nous continuons à défendre la piste d'un service public des abattoirs garanti par une mutualisation des collectivités locales ( Ville, département, région) tel que cela se pratique aujourd'hui dans le Gers depuis le départ d'Arcadie.

**Poser les jalons d'un vrai débat public et démocratique.**

Aujourd'hui comme hier, le maire de Tarbes s'accommode peu de la démocratie. Drôle de méthode en effet, que celle qui consiste à jouer les Robins des Bois devant la presse et appeler à la riposte face au patron voyou Arcadie, alors même que les administrateurs de la SEM ne seront réunis et informés sur l'état réel de la situation que le 28 janvier prochain!

Non décidemment, de qui se moque Gérard Trémège ?

Pour notre part, nous appelons à la réouverture du débat qui aurait déjà dû avoir lieu sur le devenir des abattoirs et qui concerne tous les tarbais. Nous le vérifierons sur la gestion de ce dossier comme sur d'autres, l'opacité et l'autoritarisme ne sont jamais source d'efficacité mais de perte de temps, de confiance et ... d'argent public.

Marie-Laure Eydelie-Buffat, Dominique Montamat,  
Hervé Saint Mézard, Marie-Pierre Vieu